

Social

CASCADE DE PLANS SOCIAUX DANS UN SECTEUR EN CRISE

**“LA PRODUCTION DENTELLIÈRE SE MEURT
MAIS L’UMP DE CALAIS RESTE MUETTE”**

Rencontre avec Bertrand Péricaud, secrétaire de la fédération du PCF



L'ACTUALITÉ autour de la Dentelle de Calais ne connaît pas de répit et pour cause. Brunet a annoncé, récemment, un énième plan social avec 45 suppressions d'emploi qui s'ajoutent aux 50 autres du printemps dernier ; le tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer accorde un nouveau sursis de six mois (après un plan de licenciements en 2008) avec la mise en ordre de marche d'un nouveau dégraissage d'au moins 60 salariés.

À l'opposé des choix d'une clientèle exigeante, l'on ne compte plus les vagues de licenciements d'année en année, les liquidations d'entités entières, les restructurations diverses mais aussi la remise en cause des conventions collectives, la casse des salaires et des acquis sociaux. Aujourd'hui, c'est une épée de Damoclès qui pèse constamment sur tous les salariés de ce secteur. Les tullistes, ces mécanos de la Dentelle, domptent des machines de 12 tonnes. Le métier "Leavers" n'a pas de prix, (au propre et au figuré). Venu d'Angleterre, le tissage de la dentelle avec le métier Leavers et la méthode Jacquard deviennent une spécialité calaisienne. Quasi mono-industrie, la Dentelle, à Calais, fut le véritable moteur de l'activité locale du début du XIX^{ème} siècle jusqu'à 1930. Les familles y travaillent de génération en génération. Aujourd'hui, tout change.

Que se passe-t-il donc réellement

chez Noyon ? Tout le monde à Calais et dans la profession sait qu'Olivier Noyon est un grand communicateur et qu'il connaît son sujet en digne successeur d'une lignée de patrons dentelliers.

Les inquiétudes légitimes du personnel créent une tension palpable non seulement à l'intérieur de ce qu'il reste comme entreprises industrielles mais aussi à l'extérieur notamment chez les syndicalistes des autres branches professionnelles et, bien évidemment, chez les militants communistes. Pour ce faire, nous avons rencontré Bertrand Péricaud, secrétaire de la fédération du PCF, responsable du Parti dans le Calaisis, et, sans détour, son appréciation rebondit sur la crise profonde avec laquelle se sert le patronat pour licencier toujours plus et passer à l'étape supérieure, la fin de la Dentelle en tant qu'industrie et la mise en place d'une politique artisanale, néfaste à l'emploi et à l'image de marque d'un produit haut de gamme.

● **"Liberté 62 :"** Comment peut-on apprécier cette situation délétaire ?

Bertrand Péricaud : "Depuis le début de l'année 2009, tous les grands noms de la Dentelle lancent des plans sociaux.

Noyon, le plus gros fabricant de dentelle de Calais, n'y va pas de main morte. Placé en redressement judiciaire en octobre 2008,

206 postes y ont déjà été supprimés en décembre ; le précédent plan social remonte en octobre 2007.

Bellier, 40 postes supprimés sur 125, une entreprise spécialisée dans la teinturerie (en redressement judiciaire). Pour la sauvegarde de Bellier, les pouvoirs publics et les collectivités territoriales (la Région) n'ont pas hésité à injecter de subventions de fonds conséquents.

Sophie Hacquette, 15 postes supprimés et déplacement de matériel à Caudry, l'annonce de reclassements dans le Cambrésis n'a pas fait recette.

Brunet, deuxième plan social en six mois, c'est bientôt la fin de Brunet à Calais.

Cette énumération n'est pas exhaustive mais tout cela ressemble bien à la fin de la Dentelle comme Industrie. L'effectif est tombé à moins de 400 personnes. Le maintien comme activité artisanale ne répond nullement à la dénomination de ce qui fut la "grandeur" de la Dentelle de Calais. La crise a bon dos et les salariés que l'on rencontre régulièrement ne sont pas dupes. Lors d'un échange de vues, sur place, avec les dentelliers de Brunet, Claude Vanzavelberg, conseiller régional, et moi-même, avons constaté combien les choix stratégiques des patrons ont pour corollaire un processus (bien rôdé) de délocalisations : Noyon au Sri Lanka, Desselles en Thaïlande, Brunet à Hong-Kong et en Thaïlande. Ce processus ne date pas d'aujourd'hui, il remonte aux années 2003 et même avant. Les craintes récurrentes des salariés concernent les commandes passées à l'étranger, seule la

création restant à Calais. Mais que représenterait la Création sans production, il est impossible d'en faire l'impasse. Mais qui décide et organise l'importation de ces mêmes produits, si ce ne sont les professionnels eux-mêmes ? C'est un cercle vicieux qu'il faut interrompre et le combattre. Alors ? Le patronat verse des larmes de crocodiles sur l'emploi qui disparaît mais c'est bien lui qui restructure à tout va.

Il ne faut pas se cacher derrière la (belle) dentelle produite à Calais tout le monde va trinquer et, bien évidemment, l'économie calaisienne. Les questions qui nous viennent spontanément concernent l'utilisation de l'argent public versé, l'existence du Pôle de compétitivité UP-Text et leur impact sur l'emploi à Calais, dans le Calaisis, dans la région.

● **“Liberté 62” : Le processus de délocalisations est un danger pour l'emploi à Calais. Comment l'expliquer ?**

— **Bertrand Péricaud** : Il y a toujours, dans pareil cas, un historique et il nous apprend beaucoup sur les transformations profondes et les mutations inéluctables du métier mais tout cela nous amène (et ce n'est pas d'aujourd'hui) à prendre conscience des dangers des délocalisations ; ces délocalisations extrêmes recouvrent un certain fatalisme des salariés. L'Asie représente, on le sait, un lourd danger pour cette filière, ses produits *“augmentent en qualité”* et les prix sont très compétitifs. Le marché asiatique est là. Mais il y a aussi la très forte attirance des dentelliers calaisiens pour ce marché. Ne nous cachons pas la face. Des entreprises entières ont dis-

paru, ces dernières années et les effectifs fondent comme neige au soleil.

Des cadres, des techniciens calaisiens sont allés dans les pays du sud-est asiatique implanter les machines et exporter un savoir-faire exemplaire, au détriment de l'emploi calaisien. Brunet n'a pas hésité à proposer un salaire à 500 euros mensuels pour travailler à Hong-Kong, le refus fut total et ça se comprend aisément. La Dentelle n'est-elle pas la partie visible de l'iceberg ? Les plans sociaux, les redressements judiciaires se succèdent à cadence soutenue dans les entreprises de ce secteur. Les menaces qui pèsent sur l'avenir de la filière nous les voyons au jour le jour. Nous sommes aux côtés des salariés et les soutenons dans leurs actions pour l'emploi.

● **“Liberté 62” : Natacha Bouchart, le maire de Calais et l'UMP, font preuve d'une inertie totale dans la crise actuelle de l'emploi dans la Dentelle et ailleurs. Ont-ils peur des salariés ?**

— **Bertrand Péricaud** : Bellier, Brunet, Noyon, quelles hypothétiques reprises ? Et les conséquences retombent sur les activités connexes. L'entreprise de gardiennage Cave Canem est mise en liquidation et ce n'est qu'un exemple. Le commerce n'est pas en reste et la liste des enseignes qui ferment s'allonge, (Marionnaud avec 15 licenciements), une dizaine de boutiques à Usine Côte d'Opale (ex Marque Avenue)... Et tout cela dans une ambiance sociale des plus difficiles où les licenciements sont à pointer du doigt, comme à SeaFrance, un dossier sensible, avec un chanta-

ge permanent de la direction. Pendant ce temps là, la municipalité UMP et la droite qui avaient promis de régler le problème de l'emploi avec le soutien de Sarkozy lui-même, est dans la panade car elle regarde tomber les suppressions d'emploi et ne bouge pas. C'était facile de tout mettre sur le dos des communistes et de leurs élus qui n'avaient pas l'oreille des investisseurs et des ministres de tutelles. Tout apparaît maintenant au grand jour. Que pèse l'UMP de Calais ? Pas grand chose aux yeux du gouvernement. Tout devait aller dans le meilleur des mondes après mars 2008 et puis on s'aperçoit que c'est que du vent. Le débat public sur Calais|port 2015 ne peut faire l'impasse sur l'emploi (regardons ce qui se fait à Rotterdam ou à Anvers). Calais a besoin d'une industrie diversifiée sinon on se retrouve en grand déséquilibre (Schaeffler a procédé à un vaste plan de licenciements ; chez Tioxide, les craintes de pertes d'emploi s'estompent...)

Le maintien d'un tissu industriel, digne de ce nom, est indispensable. Les activités de services, de logistique, de tourisme, sont complémentaires ; il faut en finir des activités aux emplois précarisés. Le chômage est assez élevé comme cela dans le Calaisis avec les chiffres que l'on connaît. La production dentellière est en train de mourir sous nos yeux, sans que le maire UMP n'ait un mot pour les salariés, une solution à proposer, un chemin à tracer (le monde du travail leur est étranger). Sans que le fameux plan de relance de Sarkozy ne trouve un début de commencement d'application.

Pierre Pirierros